

CE MONDE QUI BOUGE

Liban, qui est derrière la crise ?

Par Hassane Zerrouky

A lire et à entendre les médias occidentaux, le Hezbollah serait responsable du fait que le Liban soit en situation de guerre civile depuis que les combattants du parti de Dieu ont pris le contrôle de Beyrouth-Ouest avant de s'y retirer. La situation est beaucoup moins simple que ce qu'on en disent certains arabes.



médias internationaux et

Les affrontements entre, d'un côté, les forces du Hezbollah allié au parti Amal (également chiite) et ceux du Courant du futur (sunnite) de Saad Hariri allié au Parti socialiste progressiste (PSP, druze) de Walid Joumblatt, surviennent dans un contexte de crise politique aiguë ayant pour enjeu l'élection présidentielle libanaise. Depuis la fin du mandat du président Emile Lahoud, le Liban est sans chef d'Etat, et ce, bien qu'existe un consensus entre tous les partis libanais sur le nom du général Michel Sleimane, comme futur président de la République. En fait, si le nom du général Sleimane ne fait donc pas problème, c'est sur la composition du gouvernement d'union nationale que se cristallisent les divergences entre la majorité au pouvoir et l'opposition. La majorité — principalement le Courant du futur les Kataëb d'Amine Gemayel (chrétien maronite), les Forces libanaises de Samir Geagea (chrétien maronite) et le PSP (druze) — refusent que l'opposition composée du Hezbollah, d'Amal (chiite), du Courant patriotique (CP, chrétien) du général Michel Aoun et d'autres petits partis chrétiens, détiennent une minorité de blocage au sein du gouvernement d'union nationale. Tout comme, fort du soutien occidental mais aussi de l'Egypte et de l'Arabie saoudite, la majorité au pouvoir au Liban refuse des élections législatives anticipées pour dénouer la crise.

Reste que la médiation de la Ligue arabe était sur le point de parvenir à une solution si entre-temps le gouvernement de Fouad Siniora n'avait pas pris cette décision stupide d'interdire et de retirer au Hezbollah le réseau de télécommunications et de surveillance qui lui avait été concédé durant la guerre contre Israël. Et ce, au moment où des médias israéliens annonçaient l'échec d'une tentative d'assassinat de Hassan Nasrallah par le Mossad le 25 avril dernier. De plus, la décision du gouvernement libanais faisait suite à une campagne accusant l'Iran d'avoir aidé le Hezbollah à perfectionner son réseau de renseignements animée principalement par le leader druze Walid Joumblatt. Vrai ou faux, toujours est-il que cette campagne et la décision du gouvernement libanais interviennent curieusement après que David Walsh, conseiller de Condoleezza Rice, eut demandé au gouvernement libanais de prendre des mesures contre le parti de Dieu, qualifié de ramification de l'Iran au Liban. Tandis que de son côté, à peine arrivé au pouvoir en Italie, Silvio Berlusconi a exigé que les forces de la Finul (forces des Nations unies) soient redéployées à la frontière... syrienne ! Alors que l'aviation israélienne continue de violer l'espace aérien libanais en toute impunité. Depuis la guerre de juillet 2006 et, surtout, depuis l'assassinat de son chef militaire, Imad Moughnieh, le 13 février dernier à Damas, le Hezbollah est sur la défensive. D'autant que ce meurtre faisait suite à une série de provocations à l'endroit du Parti de Dieu, provocations qui avaient suscité les craintes du politologue libanais George Corm de voir le parti de Nasrallah finir par y répondre. C'est du moins ce qui vient d'arriver. Qui plus est, les généraux israéliens n'ont-ils pas affirmé que leur armée ne pouvait rester sur ce qui avait été qualifié de défaite militaire au Liban ?

Quoi qu'il en soit, tout porte à penser que cette fois-ci les ingrédients d'une crise régionale sont de nouveau réunis si la médiation de la Ligue arabe ne parvient pas à faire cesser les combats entre les diverses parties libanaises.

H. Z.

Bruxelles certifie que les semaines et mois à venir verront une énorme pression s'exercer sur l'Algérie pour qu'elle rouvre ses frontières terrestres avec le Maroc. Le piège est tendu.

De notre bureau
de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Pour la simple et unique raison que plusieurs pays européens, en tête desquels, bien évidemment, la France, instruits de la situation catastrophique dans laquelle vit l'est du Maroc, du fait de la fermeture en 1994 de la vache à lait Algérie, et incapables eux-mêmes d'apporter une aide conséquente à Rabat pour éviter l'explosion, l'Union européenne choisit donc Alger pour parer au plus urgent.

Cette curieuse générosité européenne — Bruxelles veut, en effet, apporter de l'aide au Maroc mais avec le potentiel Algérie — est à analyser avec sérieux. Ici, quelques repères. En vendant le produit Maroc, après la mort de Hassan II, comme étant démocratique, sur la voie des réformes, le bon élève de la bonne gouvernance, l'Union européenne s'est prise à son propre piège. Les désarrois économiques du bon élève, le peu d'engouement populaire pour les processus électoraux organisés au pays de Mohammed VI, et la fulgurante montée de l'islamisme, assis, au Maroc, sur des bases solides, durables.

Ici, une jonction peut se réaliser, rapidement, entre une ruralité où le féodalisme reste de mise, des pans urbains et «urbains» en entier déclassés

par une mondialisation effrénée, sans garde-fous et un mouvement populiste aux accents religieux mobilisateurs comme les mouvements islamistes, tant au Maroc ou ailleurs dans le monde dit arabo-musulman, savent en fabriquer.

Au début, les deux premières années du règne de Mohammed VI, cette image d'un Maroc serein, réformé, allant tranquillement son chemin vers des rivages démocratiques et vertueux, a très bien fonctionné grâce à l'incroyable appareil de propagande du Makhzen et au puissant allié : les médias lourds français, tant publics que privés. La comparaison avec son tumultueux et indiscipliné voisin algérien avait, vite, fait de tourner à l'avantage de Rabat sur tout qu'Alger résistait sur des questions importantes (Palestine, Liban, souveraineté de la Syrie, Iran, reconnaissance par la France des crimes coloniaux) et ne lâchait pas le peuple sahraoui. Les restes du «qui-tue-qui ?» et les errances des gouvernants algériens feront le reste.

Le Maroc est un pays démocratique, l'Algérie non.

Cette grille de lecture imposée en Europe par la France, bien évidemment, atteint ses limites.

Tout d'abord, parce que les attentats du 11 septembre du WTC ont laminé les thèses et

les orientations de l'Internationale socialiste qui portait, à bout de bras, le gouvernement de Abderrahmane El Youssoufi.

Ensuite, parce qu'on a beau mentir, travestir la vérité et vendre un produit en lui attribuant des vertus qu'il n'a pas, tout cela finira bien par être, un jour, su et découvert.

Ce qui devait arriver arriva donc.

Dans le jargon du marketing de la réclame, on appelle cela «publicité mensongère».

Des eurodéputés, des journalistes impartiaux, une partie de la société civile marocaine autonome et authentique, des combats de citoyens du pays et des témoignages d'ONG ont rétabli un tant soit peu l'équilibre.

Le Maroc n'est pas le pays de cocagne vendu à l'étranger par la France, c'est, surtout, une monarchie exécutive où les pouvoirs et les avoies du palais royal ne peuvent même pas être évoqués, y compris dans «le Parlement», où la corruption règne en maîtresse des lieux, où la misère triomphe chaque jour davantage, jetant sur le pavé des milliers et des milliers de personnes, où la montée de l'islamisme radical est un phénomène réel à ne pas négliger du tout.

L'autre gros morceau, l'os qui a fait grincer la machine franco-marocaine, est la question du Sahara occidental. Le peuple des Ténèbres a su, parfaitement, porter sa cause, la défendre, l'internationaliser. Plus aucun Etat sérieux au monde, pas même la France,

ne nie l'existence du peuple sahraoui. C'est un dossier solide, conséquent, incontournable, inscrit sur les tablettes de l'ONU sous le chapitre «décolonisation».

En choisissant, par rapport à cette question, la fuite en avant et l'irresponsabilité, Mohammed VI se trouve, de ce fait, devant une impasse. Comment, en effet, demander à l'Algérie de rouvrir ses frontières alors qu'aucun pas significatif n'a été signalé, venant de la part de Rabat et concernant le Sahara occidental. Paris et Bruxelles savent parfaitement que l'Algérie ne peut pas comme ça — c'est cela, en définitive l'ouverture des frontières ouest — octroyer au Maroc une manne financière considérable sans que le Maroc respecte ses engagements internationaux sur le dossier sahraoui.

Ceci revient donc à déconsidérer de façon irrémédiable l'Algérie, porter un coup bas au Polisario et à la RASD, punir la Tunisie, partenaire loyal et pays ami (l'ouverture des frontières avec le Maroc se fera au détriment de Tunis qui perdrait ainsi d'importants flux touristiques algériens).

Dans l'esprit du tandem Sarkozy-Kouchner, l'Union pour la Méditerranée servira, aussi, à amener l'Algérie à s'ouvrir sur le Maroc. Sans chercher son reste, ni à s'occuper du peuple sahraoui. Raison supplémentaire pour se méfier des chants de sirènes, surtout en mer Méditerranée.

A. M.

10 ANNÉES DE PRISON FERME REQUISES CONTRE LE JUGE DE SÉTIF ACCUSÉ DE CORRUPTION

Les avocats de la défense crient à la cabale

Le représentant du ministère public a requis une peine maximale de dix ans de prison ferme assortie d'une mainmise sur les comptes bancaires du juge et de son présumé complice, un expert judiciaire en l'occurrence.

Trois parmi les cinq avocats de la défense se sont retirés de l'audience après que leur requête portant sur l'annulation des poursuites contre leurs clients eut été entachée d'un vice de forme flagrant. La procédure pénale ayant été, selon eux, «escamotée». Une requête qui n'a pas eu de suite favorable après délibérations de quelques minutes.

Dans une salle pleine à craquer, les avocats du juge, qui se tenait cette fois-ci de l'autre côté de la barre, avaient, en effet, axé leurs longues plaidoiries sur «la violation des dispositions du code des procédures pénales qui privilégient les juges d'un statut particulier», s'agissant notamment du «flagrant délit» et également de l'ouverture d'une instruction. Ils indiquèrent que le président de la cour où exerçait le juge en question devait désigner un juge d'instruction dépendant d'une autre juridiction pour s'occuper de cette affaire.

Selon leurs termes, l'interrogatoire dont fut l'objet leur client avait été placé sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Chelghoum-Laid est contraire à la réglementation en vigueur. «Qui l'avait autorisé à interroger

son pair ? Notre client est en effet victime d'un délit grave», a déclaré l'un des avocats. Aussi, d'après eux, le procureur général près la cour de Sétif, en élargissant les compétences de la police judiciaire de Sétif afin d'enquêter dans le cadre de l'affaire, n'a pas respecté les procédures pénales.

Un autre avocat est allé jusqu'à reprocher au président de la cour, qui était selon des juristes, «indulgent à son égard», de suivre les injonctions du ministre de la Justice, lequel l'avait instruit, dans une déclaration récente, de prononcer des peines lourdes dans ce genre d'affaire pour en faire des exemples. Notons que le président de l'audience avait levé la séance pendant cinq minutes en réponse à cet avocat.

Le réquisitoire du représentant du ministère public était, par ailleurs, très court. Sauf que cette brève n'a pu l'empêcher de commettre une «bêtise», pour paraphraser un avocat, en avançant que les articles de loi qui protègent les juges s'appliquent pour les «juges propres». Cette déclaration a suscité une réaction immédiate et agressive des avocats de la défense qui se sont posés des questions sur la signification de tels propos.

En tout état de cause, le président de l'audience avait bien géré la séance et a donné à chacun suffisamment de temps pour s'exprimer. Cependant, les deux autres avocats de la défense, qui ont continué leur plaidoirie après que le procès eut commencé, c'est-à-dire dans le du fond, ont crié au scandale puisque, selon leurs dires,

il s'agit bien d'une «cabale» dont la victime est indéniablement l'accusé principal.

«Nous croyons qu'il y a plutôt une provocation du délit. Comment se fait-il que des policiers professionnels ramassent des billets de monnaie par terre sans pour autant procéder à relever les empreintes ? Qui prouve qu'il avait touché vraiment à cet argent ? C'est une cabale fomentée contre un magistrat honnête qui n'a jamais eu un lien avec des corrompus. Ce n'est pas l'exemple que recherche le garde des Sceaux», a déclaré son avocat à la sortie de la salle.

Il est à rappeler que les éléments de la police judiciaire avaient tendu une souricière à ce juge devant son domicile à Chelghoum-Laid sur la base d'une plainte d'un citoyen qui a accusé ce magistrat de lui avoir demandé un pot-de-vin d'une valeur de 15 millions de centimes en contrepartie d'un jugement en sa faveur. Le procureur général près la cour de Sétif avait autorisé les policiers de la Brigade économique et financière (BEF) de sa compétence d'enquêter pour complément d'informations. Le juge a toujours nié sa relation avec la victime. Le tribunal de Chelghoum-Laid a condamné dans un premier temps le juge, exactement le 11 mars 2008, à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 20 millions de centimes. Après le pourvoi introduit par la défense, l'affaire a été réexaminée hier par la cour de Constantine. Verdict dans une semaine.

Lyas Hallas